

SCANDALEUSE PRECIPITATION CONTRE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS ET CONTRE LES IUFM

Le Conseil des Ministres vient de valider les propositions du gouvernement en matière de recrutement et de formation des enseignants. Se trouvent confirmées la précipitation et l'absence de cadrage national avec lesquelles le gouvernement veut mettre en place, dès la rentrée 2008, ce nouveau dispositif qui ignore les professeurs des écoles et des lycées professionnels.

Les nouveaux enseignants devraient justifier de l'obtention d'un master pour être recrutés. Aujourd'hui, pour de nombreuses filières, il n'existe pas de master ou ils ne sont pas adaptés ; pour cette rentrée 2008, les étudiants risquent de faire des choix les envoyant dans une voie de garage. En l'absence de tout consensus sur l'articulation entre concours et master, et dans la précipitation ne permettant pas les échanges, le risque est grand d'une multiplication de masters, encouragée par la concurrence entre universités. Cet allongement obligatoire de la durée des études (Bac +5) n'est accompagné d'aucune aide ou pré-recrutement, alors que la diversité sociologique des enseignants est indispensable pour que l'Ecole reste en phase avec la Société.

Les IUFM, écoles internes récemment intégrées aux universités, ne sont même pas cités. Avec leur potentiel de formation et de recherche, les IUFM doivent occuper toute leur place dans les collaborations dans l'université et entre universités pour améliorer la formation aux métiers de l'enseignement.

Si l'élévation du niveau de qualification des enseignants et sa validation par un diplôme de master sont des objectifs à atteindre, le contenu envisagé des concours, leur place, le type d'épreuves et l'insuffisance des masters adaptés ne permettent pas de garantir cette élévation, d'autant que la période de fonctionnaire stagiaire ne comporterait pas de réelle formation professionnelle. Les lauréats des nouveaux concours seraient mis en situation d'enseignement à temps plein, ce qui pour l'année 2010 correspondrait à une économie d'environ 14 000 postes, privant ainsi nombre d'étudiants de débouchés.

Le SNESUP interviendra pour refuser le calendrier et obtenir de vraies négociations pour une formation des enseignants de qualité.

Dans la continuité des actions menées jusqu'à présent sur la formation des enseignants (motions, Assises,...), le SNESUP appelle à poursuivre la signature de l'Appel « *Pour une formation des enseignants de haut niveau dans des IUFM rénovés* ». (www.former-des-enseignants.org) et à organiser la *Nuit des IUFM* le 4 Septembre. Il poursuivra les contacts pour que se tiennent des Etats Généraux de la formation des enseignants à la rentrée.

=====

Assises Nationales de la Formation des Enseignants (voté à l'unanimité à Toulouse le 2 juillet 2008) [extraits]

Les Assises Nationales de la Formation des Enseignants qui se sont tenues le 2 juillet 2008 à Toulouse (IUFM Midi-Pyrénées) ont réuni plus de 150 personnes. [...] Plusieurs IUFM de France (Alsace, Aquitaine, Bretagne, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Versailles) et les organisations syndicales FSU, SGEN-CFDT, UNSA, SUD [...]

Le communiqué confirme toutes les craintes soulevées par la déclaration du Président de la République du 2 juin :

- ce projet de réforme tourne le dos aux enjeux d'une formation professionnelle ambitieuse adossée à la recherche,
- il n'est tenu compte d'aucune des propositions et revendications qui ont émergé des personnels des IUFM, des organisations syndicales et des instances des Universités et des IUFM depuis un mois,
- il n'est fait aucune mention des IUFM,
- il n'est fait aucune mention des spécificités des formations, [...]
- le concours étant fixé à l'issue du master, la sélection sociale des enseignants sera aggravée,
- durant le master, la formation professionnelle sera réduite à la portion congrue, les stages n'étant pas obligatoires,
- après le concours, l'enseignant stagiaire aura une classe en responsabilité à temps complet et une pseudo-formation en plus de son temps d'enseignement,
- la titularisation sera faite sous la seule responsabilité d'un inspecteur en fin de première année et non d'un jury.

Cette réforme a été conçue dans la précipitation et sans concertation à tel point que les étudiants doivent s'inscrire dès cet été dans des masters qui n'existent pas encore.

Les Assises de la Formation des Enseignants expriment leur profond

désaccord. Elles demandent un moratoire d'un an pour concevoir et organiser, avec les différents acteurs de la formation, une véritable formation universitaire professionnelle

Extraits du communiqué de presse de la FSU du 2 juillet 2008

PRECIPITATION DANGEREUSE - UNE URGENCE : NEGOCIER

[...] La FSU revendique pour tous les enseignants et CPE, une élévation du niveau de qualification qui permette à la fois une amélioration de la formation et une revalorisation substantielle pour tous. C'est une condition pour la réussite de tous les jeunes.

Mais elle ne saurait accepter que cette élévation se traduise par le sacrifice de leur formation professionnelle et du potentiel de formation, de recherche et d'expériences que constituent les IUFM désormais intégrés à l'Université : le communiqué du Conseil des ministres, où les termes de « formation professionnelle », de « recherche », et « IUFM » ne figurent même pas, ne peut que confirmer ces craintes et fait courir le risque d'une régression guidée par des considérations budgétaires et des a priori idéologiques. [...]

La FSU demande l'ouverture très rapide de négociations ; elle exige qu'aucune mesure ne soit prise dans la précipitation et que l'on prenne le temps nécessaire du débat pour construire – sereinement et en prenant en compte la spécificité des divers degrés d'enseignement et voies de formation– des systèmes de pré-recrutement, des masters, et une relation master-concours permettant une véritable formation professionnelle et disciplinaire dans le cadre d'IUFM rénovés et de collaborations au sein des Universités et entre Universités. Le métier d'enseignant est un métier qui s'apprend, il importe de le traiter avec tout le sérieux et le débat nécessaires.